

Le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

Juillet-Août 1967 - 5^{me} Année - N° 45

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.

Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB

Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
C.C.P. 2202-22 Marseille

La crise du Moyen-Orient

L'Impérialisme impose les petites paix, mais prépare les grandes guerres

Détrônant pendant quelques semaines le Viet Nam, le conflit du Moyen-Orient a fourni aux démocrates de tout poil, de Washington à Pékin, une nouvelle occasion d'étaler leur incompréhension radicale, leur impuissance totale et leurs illusions mystificatrices.

Nous ne mentionnerons que pour mémoire les gens qui cherchent "l'agresseur", qui voudraient trouver la cause de cette guerre dans le "bellicisme" des uns ou des autres. Si ce genre de baratin est toujours utilisé par la grosse propagande, les idéologues sérieux de la bourgeoisie se sont depuis longtemps repliés sur la

"deuxième ligne de défense" : ils admettent volontiers qu'il faut chercher les causes du conflit dans la situation qui existe au Moyen-Orient. Mais ce qu'ils ne veulent ni ne peuvent chercher, sous peine de mort, ce sont les causes de cette situation même.

Nous ne pouvons faire dans ce bref article une analyse détaillée des pays du Moyen-Orient, et devons nous contenter d'indications sommaires. Ce n'est pas général, dans la mesure où il nous importe avant tout de mettre en évidence non tel aspect local, mais les aspects généraux de cette situation, qui est un produit direct du stade supérieur du capitalisme : l'impérialisme.

LA FONDATION D'ISRAËL, FAUSSE SOLUTION D'UN PROBLEME SOCIAL

La naissance même de l'Etat d'Israël est un produit de l'impérialisme, produit involontaire résultant directement des contradictions de la société capitaliste. Dans un article sur "Auschwitz ou le Grand Alibi" (Programme Communiste n° 11), nous avons montré comment ces contradictions reproduisent nécessairement le racisme, et en dépit de ses belles déclarations de principe, empêchent la bourgeoisie de résoudre le problème juif". Le marxisme a toujours dénoncé le caractère illusoire d'une solution "nationale" de ce problème social. Mais étant donné la défaite et l'impuissance du prolétariat et la situation désespérée des Juifs dont personne ne savait que

faire, sinon les massacrer ou les laisser crever, on comprend qu'ils aient cherché le salut dans l'établissement d'un Etat national. Cependant la création par la force armée de l'Etat d'Israël n'a fait que développer de nouvelles causes de conflits : d'une part parce qu'elle ne pouvait se faire qu'au détriment d'autres populations, reportant ainsi ailleurs la surpopulation relative créée par le capitalisme ; d'autre part parce que cet Etat n'est pas viable par lui-même, bien que formé sur la base d'une économie pleinement capitaliste. (Personne ne croit plus au "socialisme dans un seul village" des kibboutz ; ces illusions populistes apportées de

Russie par les premiers pionniers se sont effondrées, une fois terminé le premier défrichage, avec le développement de la production pour le marché). Cet Etat n'est pas viable parce qu'il constitue une unité de production beaucoup trop petite et presque totalement dépourvue de matières premières ; en fait il n'a pu vivre que grâce aux réparations allemandes et aux subventions des Juifs du monde entier, des USA en particulier. Constituant en quelque sorte un "appendice" des grands pays capitalistes, Israël est particulièrement sujet aux crises d'appendicite capitalistes à cause de la faiblesse de son économie et de sa dépendance.

Or, voici quelques bons mois qu'une telle crise se dessinait : le marasme dans le bâtiment et le nombre croissant de chômeurs l'indiquaient clairement.

Dans cette situation, l'hostilité des pays arabes représente bien moins pour Israël une "entrave" qu'une soupape de sûreté : rien de tel qu'une tension, et mieux encore un conflit armé, pour résorber en même temps la crise et le chômage, relancer l'aide extérieure, et surtout, surtout, couper court au développement de conflits sociaux, ressouder l'unité nationale et empêcher le prolétariat de se poser en classe autonome.

PETROLE ET "NATION ARABE"

Si les problèmes de l'Etat d'Israël sont ceux de tout Etat capitaliste, mais aggravés par sa petitesse, il en va autrement des pays du "bloc arabe", lequel est loin, en réalité, de former un bloc homogène. Si loin, que la veille encore de cette "guerre sainte", l'Egypte et l'Arabie Séoudite se combattaient dans le Yémen ; et elles n'ont peut-être pas fini. Car le pétrole est autrement important pour le

capital que le sort des réfugiés. Ce pétrole, qui, dans le cadre de l'impérialisme, a déterminé deux types de structure différents pour les pays arabes. On peut schématiser les caractéristiques de la façon suivante. Dans les pays qui ont du pétrole, et une agriculture qui consiste essentiellement en élevage nomade ou semi-nomade, les structures pré-capitalistes ont été relativement peu enta-

mées : la transformation des steppes en terrains de culture ne serait pas "rentable", l'extraction du pétrole ne demande qu'une main-d'œuvre infime et le capitalisme international a tout intérêt à sauvegarder aussi longtemps que possible la stabilité sociale autour des puits de pétrole. Dans ces pays où il n'existe pas de véritable production capitaliste, et donc pas de prolétariat, la misère des

classes urbaines est "tempérée" par les miettes des Royalties, et il n'y a guère de mouvements sociaux. Ils n'ont d'ailleurs participé que de très loin à la guerre contre Israël, ce qui ne les empêchera pas de l'ex loiter à fond dans les marchandages auxquels donne lieu la rente foncière que leur assure le pétrole et qui assure leur relative stabilité.

(Suite en page 4)

L'UNITÉ AVEC LES RÉFORMISTES N'EST JAMAIS UNE VICTOIRE POUR LES OUVRIERS

La règle d'or de l'opportunisme "communiste" c'est de travestir en victoires de la classe ouvrière les pactes qu'il conclut avec des forces politiques hostiles aux intérêts réels du prolétariat. Il en est ainsi sur le plan syndical comme sur le plan politique : la C.G.T. célèbre comme un "succès de l'unité" l'accord qu'elle a passé en janvier 1966 avec la C.F.D.T., jadis considérée à juste titre comme une centrale syndicale "jaune" créée à seule fin de saboter la lutte d'ensemble des ouvriers. « Il serait grave de rester immuable dans un monde qui change » a déclaré, en guise d'argument, Krasucki, secrétaire général de la C.G.T. lors d'une entrevue avec Descamps, son "homologue" de la C.F.D.T. De ce "colloque", dont la "Nouvelle critique" a donné un compte rendu détaillé dans son numéro de mai dernier et qui avait pour but de « dresser un premier bilan de l'accord d'unité d'action », il nous suffira de relever quelques passages significatifs qui confirment une évolution que nous suivons

pas à pas depuis des années : la C.G.T. vient d'accomplir un pas de plus en direction du syndicalisme de "contestation", de "présence", de "négociation", pour tout dire de collaboration de classe dont la C.F.D.T. est l'échantillon le moins discuté.

La tâche essentielle de ce syndicalisme est aujourd'hui de cacher au prolétariat le degré inouï de sujétion sociale dans lequel il se trouve et, surtout, de présenter comme un signe bénéfique des temps le passage progressif de ses propres organisations de défense sous le contrôle direct de l'Etat capitaliste. Comme ce passage procède d'une façon inégale et affecte en premier lieu les organisations syndicales traditionnellement acquises à la paix sociale et à la collaboration avec partis et gouvernement bourgeois, l'astuce des pontifes cégétistes, pour camoufler leur propre évolution dans cette direction, consiste purement et simplement à dissimuler, effacer, faire oublier ce qui la sépa-

rait autrefois des centrales jaunes. Ils le font à l'aide d'un mensonge impudent : ce ne serait pas elle, la C.G.T., qui rétrograderait vers le syndicalisme de collaboration de classe, mais ce dernier qui serait en voie de se hisser au niveau d'un syndicalisme de combat.

Cette affirmation scandaleuse ne peut évoquer d'autre argument que la sottise opinion aujourd'hui admise dans tout l'éventail de l'opinion politique et selon laquelle l'avènement du socialisme ne dépend pas du résultat matériel des luttes sociales, mais de la contagion des idées. Et quelles idées ! Celles de la démocratie, du bien-être, de la paix, de la volonté des peuples, en un mot de tout l'opium idéologique qui a toujours désarmé la classe ouvrière devant les crises et les massacres. « Aujourd'hui — écrit la "Nouvelle critique" — tout le monde est habitué à l'étroite unité d'action C.G.T. - C.F.D.T. ». Aujourd'hui, effectivement, on est habitué à tout. Même à voir des hommes qui se réclament de Marx et de Lénin-

ne, congratuler les représentants d'organisations qui ont toujours été, pour le communisme et pour le prolétariat révolutionnaire, des ennemis implacables et déclarés. Les véritables causes de cette attitude, les dirigeants actuels de la C.G.T. se gardent bien de les révéler. Pour dissimuler l'emprise significative prise sur le mouvement syndical par le syndicalisme jaune de la C.F.D.T., Krasucki emploie cet élégant euphémisme : « pendant trente ans... la C.F.T.C. fut une branche du mouvement syndical, dont l'insertion réelle (...) n'était pas parfaitement assurée dans l'ensemble du mouvement ouvrier ». Les anciens devraient se rappeler ce que furent précisément les communistes, dans le "coude à coude" de la Résistance, qui contribuèrent à « assurer l'insertion » dans le mouvement syndical des organisations jaunes créées de toutes pièces par l'Eglise et le patronat ! Mais cette complicité avait elle-même des causes plus anciennes : d'abord la victoire

(Suite en page 2.)

Les matraqueurs de la démocratie véritable

Au cours de ces derniers mois, l'attitude traditionnelle de dénigrement et d'hostilité haineuses adoptée par les "communistes" officiels à l'égard des minorités révolutionnaires agissant dans les milieux syndicaux et ouvriers s'est ouvertement transformée en violences physiques et en expéditions d'une brutalité et d'une lâcheté inouïes. Les trotskystes de "Vote Ouvrière" ont été particulièrement visés par ces expéditions. Récemment, à Venissieux, leurs militants, attaqués par des commandos de cégétistes encadrés par des responsables, ont eu trois blessés hospitalisés. Par ailleurs, ajoutant la diffamation à la violence, le journal "L'Humanité", lors des grèves de la Rhodiacta, qualifia de "provocateur" un militant chevronné de "L'Ecole Emancipée", tendance syndicaliste de l'Enseignement, pour la simple raison que ce militant a participé à une distribution de tracts auprès des grévistes. Le reproche majeur qui lui était fait, celui de ne pas appartenir à la corporation en grève fut défendu d'une façon grotesque par la tendance ex-cégétiste des syndicats enseignants. Dans ce dernier cas la mauvaise foi se doublait du corporatisme le plus étroit.

Ces repréailles stalinistes sont systématiques, quasi-officielles, consécutives à des appels imprimés dans la presse syndicale et politique. Ces appels, habituellement orientés contre les pro-chinois et "autres provocateurs payés par la police" utilisent les réflexes conservateurs des dernières générations d'adhérents du P.C. particulièrement effarouchés par le verbalisme "révolutionnaire" des tranches - montage patronnés par Pékin. Par ailleurs, grâce au même argument, ils insensibilisent l'ouvrier de la base à l'égard de violences qui lui apparaissent sous le jour de "querelles de famille" où il n'a aucune part.

Tout en nous délimitant nettement, sur le plan politique, des groupements qui font l'objet de ces violences, nous ne pouvons pas laisser passer sans les dénoncer. Ces méthodes sont des méthodes de bandits que seule la contre-révolution stalinienne a pu introduire dans les rangs du prolétariat et que la classe ouvrière vomira dès qu'elle commencera à sortir de son impuissance et de sa division actuelles. Ceci dit nous devons pourtant faire des réserves sur la façon dont les groupements victimes réagissent à l'agression permanente des sta-

inistes. Face à ces violences, ils revendiquent la démocratie ouvrière, le droit à l'expression. Ces formules, en accréditant le fait que les exactions commises sont simplement des infractions à la démocratie interne du mouvement ouvrier, estompent l'opposition d'intérêts sociaux que ces exactions expriment. En présentant les infamies stalinistes comme de simples excès, peut-être cette position n'est-elle pas étrangère à l'indifférence que les ouvriers témoignent à leur égard. Qui réclame la "démocratie" à l'adversaire la lui concède à son tour implicitement. Nous pensons, nous, qu'il n'y a pas de problème de "libre expression" des véritables militants de classe à l'égard des instruments d'un appareil que Lénine, visant avant la lettre le stalinisme, dénonçait déjà comme un "corps étranger" dans le corps du prolétariat.

Les chefs du P.C.F. et de la C. G. T. pourront encore un temps mobiliser avec facilité les quelques milliers d'abrutis ou d'analphabètes politiques nécessaires à l'exécution de leurs basses œuvres. Mais lorsque les mots d'ordre de classe, aujourd'hui propagés sans succès par les révolutionnaires, surgiront sous l'effet des conditions objectives et d'une manière spontanée du rang même des prolétaires, la "querelle de famille" deviendra la leur et nous ne doutons pas qu'ils sachent la régler à leur rude façon, aussi peu démocratiquement que possible.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 5

Jean de la Pipa, 10 ; Mario Livan, 10 ; Pierrro Co, 20 ; Bruze, 10 ; Il barbiere, 10 ; Turidu, 10 ; Paris 10,30 ; Soutien J.L., 8 ; Robert, 30, Lucien, 20 ; Réunion Publique Aix, 30 ; Pierre 20 ; Piccino 30 ; Arthur, 50 ; Petit Soutien, 1,30 ; Suzanne, 20 ; Emile, 36 ; Forcée, 15 ; Réunion Publique Marseille, 16,50 ; François, 40 ; Elio, 16 ; Pinazzi 16 ; X., 8,70 ; R. et R., 40 ; Robert (2ème), 30 ; Gérard, 6,41 ; Soutien Adolphe, 8 ; Soutien Pascal, 8.

Total liste n° 5 ... 530,21 F
Total précédent ... 2.073,56 F

Total général ... 2.603,77 F

L'unité avec les réformistes

(Suite de la première page)

remportée sur le prolétariat il y a cinquante ans par le capitalisme, ébranlé mais non pas abattu par la révolution internationale d'Octobre, ensuite la capitulation du mouvement communiste mondial devant cette victoire et la dégénérescence qui l'a suivie. Depuis, la tactique de la "main tendue" aux traitres et aux laquais du capitalisme n'a pas cessé un instant d'exercer ses ravages. L'impérialisme s'est bâti une nouvelle puissance qui étend son influence tentaculaire sur tous les aspects de la vie sociale : il ne peut désormais vivre et prospérer, qu'en contrôlant étroitement tous les échanges économiques et, en particulier, l'échange de la force de travail contre salaire, terrain sur lequel il se heurte inévitablement à tout syndicalisme de classe. Pour détruire ce syndicalisme, pour étendre à la C.G.T. prolétarienne la complicité déjà acquise en ce qui concerne F.O. et C.F.D.T., il lui a fallu attendre des décennies, patienter jusqu'à ce que le pourrissement opportuniste du communisme moscovite lui en ouvre les voies. C'est désormais chose faite et les tractations de la C.G.T. avec les centrales jaunes ne sont que les étapes successives d'un processus qui doit la conduire, au travers de la liquidation progressive de ses dernières apparences classistes, à une identité complète avec les serviteurs zélés du capital.

C'est cela qu'il faut se rappeler à la vue des effusions conjuguées de Krasucki et Descamps. La C.G.T. n'est encore qu'un syndicat ouvrier qui dégénère, le syndicalisme chrétien, quelles que soient les lettres de son sigle, est un syndicat né jaune pour combattre l'orientation de classe des organismes du prolétariat. Sachant cela, on découvre sans peine la vraie signification de l'accord C.G.T. - C.F.D.T., surtout si on le place dans le contexte du moment : à l'instant même où les représentants des deux centrales communient laïquement dans le culte d'une démocratie bourgeoise "renovée", les commandos de la C.G.T. rossent consciencieusement les minorités révolutionnaires qui, bien ou mal, veulent redonner aux luttes ouvrières un sens de classe.

On ne s'arrêtera pas ici sur l'auto-satisfaction affichée par les deux chefs syndicaux en matière de "résultats" revendicatifs. Rhodiacta, Berliet, St-Nazaire, pour ne parler que des grèves commentées ici même, toutes conclues par l'acceptation pure et simple du diktat patronal, suffisent à faire justice de leur optimisme présomptueux. Lorsqu'on entend Krasucki célébrer comme une victoire le fait que, juste après l'accord d'unité d'action, le patronat a daigné recevoir les délégations syndicales, « sans résultat, certes », comme l'ajoute Krasucki, on ne peut guère opposer que le sarcasme et le mépris.

Ce qui mérite, par contre, d'être relevé, c'est la façon dont les deux interlocuteurs ont prétendu démontrer que le pacte conclu entre les deux centrales est un triomphe des positions radicales dans le mouvement syndical. Selon Krasucki, l'évolution de la C.F.D.T. reflète l'accroissement numérique de la classe ouvrière et sa « prise de conscience ». Cette même "conscience de classe", Descamps, de son côté, veut bien reconnaître "qu'elle existe". Mais de quoi donc, ces deux messieurs pensent-ils que les ouvriers doivent être conscients ? Descamps nous en donne ingénument l'acceptation chrétienne-progressive, tandis que le "marxiste" Krasucki opine du bonnet : « Le jeune ouvrier qui cherche à s'employer et qui a du mal à le faire... le cadre qui s'aperçoit qu'il est un objet dans l'entreprise... le paysan, venu à l'usine sans conscience de classe, y accède progressivement... » Cette conscience-là n'est tout au plus qu'une conscience de catégorie, de catégorie enfermée dans le cadre du capitalisme, qui veut améliorer son sort d'esclave, mais non abolir son esclavage.

La conscience de classe c'est en réalité beaucoup plus que cela. C'est la conscience de l'impossibilité absolue de l'émancipation ouvrière en régime d'exploitation de la force de travail ; c'est la notion exacte de la puissance des lois de fer de la production marchande qu'on doit détruire mais qu'on ne peut faire rétrograder ; c'est la certitude que toute amélioration immédiate n'est que palliatif et que cette amé-

lioration, lorsqu'elle est concédée au travers des différenciations hiérarchiques et de l'encouragement à la division entre ouvriers, par le système des primes et de la "promotion sociale", devient une arme du patronat capitaliste contre la classe ouvrière.

Cette notion-là de la conscience de classe, Krasucki n'en veut plus et Descamps n'en voudra jamais. En s'alliant à la C.F.D.T. sur cette plateforme de démocratie "nouvelle", qui conduit tout droit au syndicalisme "intégré" à l'Etat, les chefs de la C.G.T. détruisent en réalité les ultimes possibilités qui existent peut-être encore de refaire de leur centrale dans des conditions générales bouleversées, l'organisation prolétarienne qu'elle était autrefois. En dépit de la volonté subjective de ses chefs, de leur "loyauté", "probité", etc., non seulement la C.F.D.T. n'est pas et n'a jamais été une organisation du type de l'ancienne C.G.T., mais cette fameuse "évolution" qui enchante tellement Krasucki s'est faite sous le signe de l'opportunisme le plus "malhonnête" à l'égard des propres principes originaux du syndicalisme chrétien. La C.F.T.C. se dépouille de son sigle confessionnel parce que, de son propre aveu, « la religion avait été trop compromise aux yeux des ouvriers par des régimes tels celui de Franco », parce qu'elle « était un obstacle à un recrutement plus large ». Certains syndicalistes chrétiens sont allés jusqu'à dire que « la morale religieuse ne donnait pas un compte exact de la réalité moderne ». A ceux qui, oubliant principes politiques et facteurs sociaux, prétendent déterminer leurs accords et pactes sur "la bonne volonté", la "sincérité" et autres facteurs moraux, nous laissons le soin d'apprécier la haute probité intellectuelle de chrétiens qui doutent de la valeur de leur philosophie et de leur morale dès lors qu'elles sont susceptibles de réduire le nombre de cartes syndicales à placer !

Quoiqu'il en soit, laïque ou "confessionnel", le syndicalisme de l'ancienne C.F.T.C. devenue C.F.D.T. demeure égal à lui-même, comme Descamps l'a souligné : « De part et d'autre — a-t-il dit — les données objectives nous ont amené à re-

mettre en question certains points, certaines appréciations ; ce qui ne veut pas dire que nous remettons en cause les fondements ». Or ces "fondements" n'ont rien à faire avec l'évolution pro-laïque de la C.F.D.T. Krasucki l'avait constaté l'instant auparavant : « les militants F.E.N. (les "enseignants", NDR) sont surpris de voir que des militants C.F.D.T. sont de famille laïque et socialiste, qu'ils ont les mêmes exigences qu'eux quant à la laïcité de l'Etat ». Les seuls fondements donc que la C.F.D.T. ne veut et ne peut renier sont ceux du syndicalisme de paix sociale et de collaboration de classe. Descamps n'a pas caché que c'est parce que la C.G.T. a mis de l'eau dans son vin révolutionnaire d'autrefois que l'accord a été possible. Parmi les facteurs qu'il a évoqués pour expliquer l'évolution de sa centrale, il a cité, certes, « l'évolution de l'Eglise » qui « avait paru (sic) liée au capital », mais aussi « l'évolution des socialismes et syndicalismes non chrétiens ». Il est bien clair que, pour Descamps, c'est le syndicalisme laïque qui a fait les pas les plus importants en direction du syndicalisme chrétien et non l'inverse. Il a d'ailleurs tenu à rappeler à Krasucki les engagements d'ordre général qu'impliquait cette démarche en soulignant, à propos des résultats des dernières élections législatives, « que la responsabilité des communistes était particulièrement importante pour l'avenir de l'unité ». C'est un langage sans équivoque : la responsabilité dont il s'agit est celle des dirigeants cégétistes face à une détérioration possible du climat social. Sa propre position en cette matière, Descamps l'avait définie quelques jours auparavant au Congrès C.F.D.T. du Lot : « Les entreprises françaises, avait-il dit, pourront lutter à armes égales lorsque le climat social sera radicalement transformé » et il ajoutait que cette transformation s'opérerait « dans la mesure où les travailleurs obtiendront de véritables négociations ». C'est mot pour mot la position de la C.G.T. Que quelque immédiatiste ne vienne pas nous dire que la C.G.T. a toujours latitude de "déborder" la pondération de son alliée : Descamps a voulu des garanties officielles sur ce plan, mais elles sont superflues au seul vu du comportement régulier des cégétistes lors des dernières grèves.

Dérision du pacifisme anti-impérialiste

Il est des situations historiques où les plus cinglants démentis infligés à la politique de l'opportunisme n'ont pas d'autre effet que d'encourager une politique encore plus opportuniste. Tel est exactement le cas de l'atroce massacre du Vietnam et des réactions qu'il suscite.

Durant la longue et douloureuse gestation de la révolution afro-asiatique qui, par carence du prolétariat occidental, n'a abouti — et encore pas toujours — qu'au leurde de l'indépendance nationale, la ligne immuable des partis ouvriers opportunistes a consisté, d'une part à enfermer la lutte révolutionnaire des peuples opprimés dans le cadre national favorable à leur seule bourgeoisie, d'autre part à maintenir la solidarité — d'ailleurs plus verbale que réelle — des ouvriers d'Europe dans le cadre de la revendication chimérique et inopérante du "retour à la paix" et de l'établissement de "rapports cordiaux entre les peuples". Lorsque, après dix années d'illusion de "coexistence pacifique", l'impérialisme américain, gendarme mondial du capitalisme, pulvérisa à la bombe et au napalm, les chiffons de papiers des conventions internationales et les promesses de "consultation populaire", les mêmes partis ouvriers, les mêmes "démocrates de gauche", ne surent rien faire d'autre que se lamenter pour que recommence la triste farce de l'arbitrage international, pour qu'on revienne, par dessus le monceau de cadavres calcinés, au point d'où l'on était parti. Les accords de Genève n'ont servi qu'à stopper l'avance impétueuse du Vietnam, alors maître de presque toute la péninsule, et à permettre la relève

du colonialisme française par l'impérialisme américain ? Revenons donc aux accords de Genève ! La "paix des grandes puissances" n'a été que spoliation, crime, assassinat, pour le paysan sud-vietnamien littéralement aculé à la révolte ? Eh bien, implorons encore une fois les grandes puissances et leur diplomatie !

**

Au cours du mois de juin nous avons eu en mains un tract appelant à des manifestations en province au nom des "Etats généraux pour la Paix au Vietnam". Le seul intitulé de ce mouvement, par ses relents de jacobinisme, suffirait à en dévoiler la nature sociale et politique. La liste des signataires de l'appel est encore plus significative ; on y trouve, à côté des "communistes" officiels, des socialistes et de leurs filiales syndicales respectives, la "Ligue des Droits de l'Homme", le "Christianisme social", "l'Action civique non-violente", les "Jeunes de la convention des institutions républicaines" et jusqu'à... "Tourisme et Travail" !

Il est bien certain que notre indignation restera impuissante contre l'hypocrisie de cette collusion de "communistes" et de non-violents, de responsables syndicaux et de petits-bourgeois maçonniques et nous n'avons pas la prétention de renverser un rapport de force historique par la seule force de notre protestation. Nous tenterons au moins, nous adressant aux jeunes qui prêtent à ces mouvements bonne foi et, souvent, volonté réelle de combattre les horreurs de l'impérialisme triomphant, de dire à quelles conditions cette volonté pourrait servir à autre chose qu'à se perdre dans le plus bel échan-

tilon de lieux communs du pacifisme bélant. Il nous faut affirmer tout net, en premier lieu, qu'une action efficace contre l'impérialisme ne passe pas par la paix démocratique mais par la lutte de classe du prolétariat. Qu'à l'audition de cette formule, ils ne nous taxent pas hâtivement, d'attentisme romantique ; qu'ils ne nous reprochent pas sans réflexion de "décourager" la volonté populaire. Ce qui, au départ, annihile leur révolte, lui interdit de devenir la prémisses d'une réaction plus générale, c'est précisément le cadre idéologique dans lequel elle s'enferme. L'action qu'ils épousent ne se fonde pas sur la solidarité d'intérêts sociaux entre toutes les victimes de l'impérialisme — prolétaires des métropoles capitalistes et peuples assujettis du tiers-monde — elle s'appuie sur la "conscience universelle" et les "droits inviolables des peuples".

La "conscience universelle", si elle existait, pourrait donc être sensible aux appels de ceux qui, à trente ans de distance, ont fait des Etats-Unis les champions de la liberté puis le "criminel de guerre" n° 1 ? Comment pourrait-elle admettre que des mobiles identiques d'expansion et de domination économiques soient une première fois facteur de progrès, une seconde fois retour à la barbarie ? La vérité c'est que la "conscience universelle" n'est qu'une rêverie d'intellectuels petits-bourgeois, tandis que les intérêts de classe, eux, existent matériellement. A l'ère impérialiste, les intérêts de classe bourgeois se matérialisent et se concentrent sous la forme d'effroyables appareils de répression, de contrainte et de mort, dont les U.S.A.

sont les mieux pourvus. L'impérialisme est une force matérielle et cette force, on ne peut l'affronter avec de bons sentiments, avec des mots, par "obligation de conscience" comme dit l'introduction de l'appel cité plus haut. On ne peut la combattre que par une autre force matérielle ; et cette autre force, dans la jungle d'Etats rivaux mais qui se partagent tous l'exploitation de la force humaine de travail, ne peut résider que dans la classe dont les intérêts potentiels, du fait de cette exploitation, sont les mêmes sous toutes les latitudes. Cette force est cependant éparse, divisée, désorganisée ; c'est la force d'un prolétariat qui n'a pas encore surmonté sa défaite historique d'il y a un demi-siècle.

Mais, nous objecteront les jeunes impatiences qui, conscientes de l'impuissance du prolétariat, veulent appuyer les mouvements "les plus à gauche", Lénine n'a-t-il pas admis le "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" ? Appuyer un mouvement qui se réclame de ce droit n'est-ce pas faire œuvre progressive, utile à la classe ouvrière ? Il est bien vrai, en effet, que Lénine a consacré à cette question de précieuses "Notes critiques sur la question nationale". Lénine a reconnu ce "droit des peuples", mais ce fut pour en dégager son contenu social qui, sous certaines conditions et à certains stades de développement historique, est même un contenu révolutionnaire. Il est facile de s'y reporter ; avant tout Lénine y combat les conceptions félicites, bourgeoises de ce fameux droit : « Le prolétariat — écrit-il dans l'ouvrage cité — appuie sous

(Suite en page 3)

La véritable unité d'action de classe n'est évidemment pas celle qui s'obtient sur une telle base. Elle ne peut survenir par une "loyale collaboration" avec les syndicalistes jaunes, mais par les appels unitaires lancés à leurs troupes par-dessus la tête de leurs chefs, ces derniers étant inlassablement dénoncés, suivant la vigoureuse expression de Lénine, comme « agents du capitalisme au sein du mouvement ouvrier ». C'est ce que faisait la C.G.T.U. de la grande époque, lorsqu'elle était animée par des véritables communistes et non par des démocrates. Mais c'est ce que son héritière la C.G.T. ne fait plus depuis longtemps.

Descamps s'est réjoui de ce que l'accord C.G.T.-C.F.D.T. a été un accord souple et non pas un accord-carcan. Eh bien, s'il existait un parti de classe influent dans les syndicats, et si ce parti était contraint à une action qui le placerait aux côtés des syndicats jaunes, c'est l'ultimatum d'un accord-carcan qu'il lancerait à ces derniers à seule fin de leur empêcher de trahir le mouvement comme c'est leur fonction-même. Les ex-stalinistes savent que c'est à ce régime-là qu'ils seront eux-mêmes assujettis, en bonne compagnie avec leurs compères de F.O. et de la C.F.D.T. si ce parti vient à renaître Et c'est pourquoi, entre autres raisons, ils s'efforcent, fraternisant avec la C.F.D.T. et matraquant les révolutionnaires, d'étouffer la moindre prémisses possible de cette résurrection.

STALINISME et TROTSKISME

A cause de la lumière crue que le conflit russo-chinois a jetée sur les antagonismes réciproques entre pays "socialistes", en raison de l'exhumation de textes politiques autrefois à l'index, ou peut-être tout simplement parce qu'une époque de contre-révolution ne peut indéfiniment dissimuler ses origines de misère et d'horreur, une certaine curiosité se manifeste, dans une fraction de la jeunesse politisée, à l'égard de l'œuvre de Trotsky. Souvent conquise par la puissance du grand luttreur défunt, cette jeunesse pense retrouver chez les diverses tendances "trotskystes" le reflet et la continuation de l'œuvre du maître. On imagine aisément la désillusion et la perplexité qui l'attendent : le "trotskysme" n'est qu'un panier aux crabes où s'affrontent des frères ennemis, où scissions, fusions et réactions forment l'essentiel de la vie politique et où les citivages se font autour de noms personifiant les tendances qui se disputent l'orthodoxie.

Un historique, même réduit, du "trotskysme" est chose véritablement impossible. Tout au plus pourrait être retracée la suite sinuueuse des péripéties et des vicissitudes subies par les groupements dont Trotsky a voulu faire la IV^e Internationale. Ce n'est toutefois pas ici notre objet. La place nous est trop comptée pour que nous songions à fournir au lecteur le fil d'Ariane qui lui permettrait de se retrouver dans ce dédale. Au demeurant, ce qui caractérise le "trotskysme" ne réside pas dans l'existence de divergences internes quasi-inextricables, mais au contraire dans des positions communes à tous ces groupements. C'est donc en partant de notions qui ont au moins le mérite d'être connues et acceptées de tous ses courants que nous nous efforcerons de donner une idée générale du "trotskysme" et de ce qu'il représente à nos yeux. Cette clarification exige un rappel des conditions et circonstances de la Révolution d'Octobre, un sujet déjà traité maintes fois dans ces colonnes. Mais comme on va célébrer cette année un cinquantième anniversaire qui ajoutera passablement de mensonges à ce que Trotsky appelait déjà, en 1926, "le monde d'immondices dont on a recouvert la révolution d'Octobre", on nous objectera peut-être que nous nous répétons, mais non que nous le faisons sans motif. Mettre un peu d'ordre dans les idées, préciser les faits et les positions prises autour de cet acte historique colossal, voilà le seul but de ces lignes : tant pis si, pour les trotskystes, il en résulte avant tout qu'ils n'ont plus grand-chose de commun avec ce qui justifiait le combat mené par Trotsky.

La notion commune à tous les trotskystes c'est celle de la dégénérescence de la Révolution russe et du rôle joué par son fossoyeur politique : le stalinisme. De ce dernier la revue *Quatrième internationale* donne la définition suivante : « Le stalinisme a toujours été considéré par les trotskystes comme expression de la dégénérescence bureaucratique de l'Etat ouvrier sous l'effet d'une caste privilégiée ». Une autre tendance trotskyste, celle qui publie *Sous le drapeau du socialisme* (n° 38, sous le titre : "Trotsky et ses épigones") précise après l'avoir reproduite, la définition ci-dessus : « Le stalinisme existe dans un Etat ouvrier à partir du moment où sa bureaucratization avancée, grâce à la structuration d'une caste bureaucratique privilégiée qui détient le pouvoir, rend impossible sa réforme à froid et nécessite une révolution politique ».

Sans nous arrêter pour l'instant aux nuances qui différencient ces deux définitions, retenons-en ceci : pour les trotskystes, l'Etat russe actuel est un "Etat ouvrier" mais dégénéré parce qu'une "caste privilégiée" — la "bureaucratie" — y détient le pouvoir, le dirige en fonction de ses intérêts propres. Avant de porter une quelconque appréciation sur cette formule, il nous faut rappeler les traits essentiels de l'Etat issu de la Révolution d'Octobre. Le trait essentiel n'est pas qu'il fut simplement ouvrier : une révolution ouvrière n'en serait pas une si elle ne parvenait à engendrer des organes d'Etat composés de sa substance sociale propre. Le trait essentiel de "l'Etat ouvrier russe", c'est qu'il représentait, pour la première fois à l'échelle

de d'un grand pays, une dictature du prolétariat, c'est-à-dire, selon Lénine, « l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse et celui de son expropriation ».

Le lecteur comprendra plus loin les raisons de notre insistance en matière de définition de "l'Etat ouvrier russe" : selon nous l'explication de la dégénérescence de cet Etat emprunte le plus souvent une mauvaise voie parce qu'elle se cantonne dans le domaine de la "phénoménologie sociale" au lieu de se concentrer sur la complexité de la tâche historique que cet Etat avait à accomplir et des possibilités contradictoires qu'il rencontrait en assumant ses fonctions. Il convient donc, avant d'entrer dans ce sujet particulièrement délicat de partir de données solides, c'est-à-dire de la notion marxiste de l'Etat telle qu'elle fut réaffirmée précisément par la victoire prolétarienne d'Octobre 1917 contre toutes les acceptions petites-bourgeoises qui avaient cours dans la social-démocratie internationale.

La révolution russe fut avant tout une révolution, c'est-à-dire un acte de violence collective qui détruisit une forme d'Etat — l'Etat tsariste — pour établir une forme toute différente, celle de l'Etat prolétarien qui avait pour fonction essentielle de détruire la force politique et sociale des anciennes classes dominantes de la société russe. La guerre mondiale avait démontré contre les socialistes - réformistes que le mode de production capitaliste vouait la communauté humaine à la ruine et à la mort. Elle avait balayé l'illusion qui dirigeait les aspirations socialistes des masses vers une transition sociale pacifique par les voies parlementaires de la démocratie bourgeoise. Elle contraignait littéralement les masses exploitées à constater que, démocratique ou non, l'Etat bourgeois, comme tout Etat, « n'est autre chose qu'une machine d'oppression d'une classe par une autre ». Elle redonnait toute sa force et son "actualité" aux formules révolutionnaires du Manifeste communiste de 1848, selon lequel « le prolétariat doit se constituer en classe dominante », ainsi qu'aux enseignements de la Commune de Paris qui prouvèrent de manière éclatante qu'il ne pouvait pour cela se borner "à conquérir" l'Etat bourgeois, mais devait le "détruire" et y substituer sa propre dictature. L'Etat prolétarien n'est pas une représentation parlementaire dans laquelle la "volonté générale" délègue ses pouvoirs, pour un nombre plus ou moins grand d'années, à des politiciennes de profession, c'est une représentation directe qui légifère et exécute tout à la fois, n'admettant en son sein aucun représentant des anciennes classes exploiteuses. De ce type d'Etat, la Commune de Paris, en 1871, avait fourni le premier mais éphémère exemple ; la Russie d'Octobre, sous la forme des "Conseils" ou "soviets" l'affirmait à la face du monde.

Insistons sur le fait que ce système était une dictature. Lénine a noté ces pages et des pages pour le souligner et le justifier. Aux critiques des sociaux-démocrates, selon lesquels « la démocratie était absente du système des Soviets », il rétorquait que la démocratie, comme volonté générale, est un concept vide de sens, que la "démocratie en général" n'existait pas et n'avait jamais existé, que le substantif fétiche exige toujours son qualificatif ou son complément : la démocratie antique était une dictature des hommes libres sur les esclaves, comme la démocratie bourgeoise est une dictature des capitalistes sur les prolétaires salariés. Le prolétariat victorieux ne prétend donc pas hypocritement donner la "liberté" à tous ; pour abolir les classes, sources de l'exploitation et de l'oppression, il doit refuser la démocratie aux anciennes classes exploiteuses. Lénine expliquait ainsi la notion fondamentale du marxisme, la seule chose, selon Marx, que ce dernier aurait apporté à la doctrine du communisme : « La dictature est

un pouvoir qui s'appuie directement sur la violence et n'est lié par aucune loi. La dictature révolutionnaire du prolétariat est un pouvoir conquis et maintenu par la violence et que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie, pouvoir qui n'est lié par aucune loi ».

Contre le "renégat Kautsky", attaché à la "liberté"... capitaliste, aussi bien que contre les anarchistes, partisans, eux, de la destruction révolutionnaire de l'Etat bourgeois, mais adversaires de la dictature prolétarienne, Lénine justifiait ainsi cette dernière : « On peut défaire les exploités par une insurrection heureuse au centre ou une révolte de troupes. Mais à part quelques cas très rares, exceptionnels, on ne peut les anéantir d'un seul coup. Il ne saurait y avoir d'égalité entre les exploités qui, durant de longues générations, s'étaient distingués par leur instruction, les conditions de leur vie de richesses et les habitudes acquises — et les exploités, dont la masse, même dans les républiques bourgeoises les plus avancées et les plus démocratiques, reste opprimée, inculte, ignorante, apeurée, dissociée. Longtemps après la révolution, les exploités conservent nécessairement de réels et notables avantages : il leur reste l'argent, quelques biens mobiliers souvent considérables..., des relations, des habitudes de gestion..., une instruction plus poussée, des affinités avec le haut personnel technique... une expérience infiniment supérieure de l'art militaire, etc... ». « Si les exploités ne sont battus que dans un seul pays — ajoutez-ils — ils restent toutefois plus forts que les exploités, puisque les relations internationales des exploités sont immenses. Qu'une partie des masses exploitées les moins développées, parmi les paysans moyens, artisans, etc... marchent et soient susceptibles de marcher avec les exploités, c'est ce qu'ont montré toutes les révolutions antérieures, y compris la Commune (car, parmi les troupes versaillaises, il y avait des prolétaires) ». Lénine conclut en soulignant que la révolution ne pouvait donc se jouer sur un « rapport de majorité à minorité », que les anciennes classes exploiteuses doivent obligatoirement poursuivre la lutte, même chassées du pouvoir, que la transition du socialisme au capitalisme est « toute une étape historique » et que la dictature de classe du prolétariat est nécessaire aussi longtemps qu'un retour offensif des anciennes classes dominantes demeure possible.

L'Etat ouvrier russe a-t-il joué ce rôle défini par Lénine, la dictature prolétarienne a-t-elle interdit « tout retour offensif possible » de la bourgeoisie et de la noblesse terrienne ? Incontestablement oui. Et pourtant, les trotskystes parlent de "dégénérescence" de cette dictature, nous affirmons, de notre côté, que plus rien n'existe dans la Russie actuelle de ce qui donnait à celle d'Octobre son caractère socialiste et, bientôt, il deviendra évident pour le premier venu que rien d'essentiel, effectivement, ne diffère, dans la société russe présente, telle qu'on nous la montre, telle qu'on nous la vante, de ce que nous pouvons voir dans les pays capitalistes. Alors, comment sortir de cette apparente contradiction ? On ne peut découvrir la réponse qu'en replaçant la bataille victorieuse du prolétariat russe en octobre 1917 dans son contexte de lutte générale et internationale du prolétariat mondial. L'Etat ouvrier russe a vaincu, assez facilement, disait Lénine, sa propre bourgeoisie ; le prolétariat des pays d'Occident n'est pas venu à bout des siennes. Or c'était seulement dans les pays occidentaux à capitalisme développé qu'il était possible, en cas de victoire révolutionnaire, d'utiliser la dictature du prolétariat à une transformation socialiste des rapports économiques de production. En Russie, cette transformation n'était pas possible pour diverses raisons que nous examinerons prochainement. En occident, donc, possibilités économiques de socialisme immédiat, mais pas de

victoire révolutionnaire, pas de dictature du prolétariat. En Russie, victoire et dictature du prolétariat, mais pas de possibilité économique de socialisme avant une longue phase de transition. Le pouvoir prolétarien russe, isolé par

la défaite de la révolution internationale, a capitulé devant les classes non prolétariennes de la société russe ; voilà pourquoi il a "dégénéré", c'est-à-dire accédé des fonctions nationales, non pas socialistes mais capitalistes, telles qu'elles découlaient, dans le cadre national, du niveau de développement économique de la Russie arriérée.

Que cette capitulation soit la simple expression des "intérêts de caste" de la bureaucratie, comme le pensent les trotskystes, c'est une autre histoire, mais nous n'en parlerons que dans notre prochain article.

Dérision du pacifisme

(Suite de la page 2)

l'angle de la lutte de classe des ouvriers toute revendications nationale, toute séparation nationale ». Or, les "Etats généraux pour la paix au Vietnam" n'apprécient pas les "droits à l'indépendance du peuple vietnamien" sous l'angle de la lutte de classe, mais au contraire sous celui de la collaboration de classe. Collaboration de classe : à l'échelle des catégories sociales les plus hétéroclites qu'ils veulent rassembler sans distinction (pourvu qu'elles soient "éprises de paix"), à l'échelle des partis qu'ils conviennent tous sans exception (pourvu qu'ils soient démocratiques) ; à l'échelle de tous les Etats dont ils sollicitent l'intervention diplomatique (pourvu que leur diplomatie s'accorde avec le "retour à la paix").

Lénine, dans le texte cité, polémiquait d'ailleurs avec Rosa Luxembourg qui craignait que la présence de la formule du "droit des peuples" dans le programme des partis socialistes des pays opprimés ne soit favorable à la bourgeoisie de ces pays. Pour la réfuter, Lénine soulignait fortement qu'en tout cas il était indispensable que la formule figurât dans le programme des partis socialistes des pays oppresseurs, marquant ainsi que la revendication du "droit des peuples" était avant tout dirigée contre les classes dominantes des grandes puissances capitalistes et destinée à unir en une seule lutte internationale pour le socialisme tous les mouvements de révoltes existant.

La constitution d'un Etat national, unique contenu historique du

"droit des peuples..." est une tâche de la bourgeoisie que la bourgeoisie décadente n'est plus capable d'accomplir et que seul le prolétariat, sur le chemin de sa propre révolution, peut réaliser. Mais l'impérialisme moderne ne peut plus tolérer aucune de ces indépendances et la révolte nationale la plus fruste heurte de front toute la force mondiale de l'impérialisme. La seule façon contemporaine d'inclure la formule de Lénine dans le programme du prolétariat des pays impérialistes consiste, pour ce prolétariat, à mener la lutte la plus acharnée contre sa propre bourgeoisie, à dénoncer toutes les hypocrisies de "l'arbitrage international" à mobiliser toutes les classes laborieuses, non pas pour le respect de la démocratie, des accords internationaux, mais pour la préparation de l'insurrection internationale contre la dictature internationale du capital.

Que les "Etats généraux pour la paix au Vietnam" soient farouchement opposés à cette conception, qu'ils veuillent par dessus tout banir les formules trop hardies, il suffit pour s'en convaincre de lire la recommandation figurant au bas de l'appel à la manifestation : "les banderoles et pancartes doivent emprunter les mots d'ordre de l'appel ; aucun mot d'ordre étranger à cet appel ne sera toléré". Voilà qui confirme, sans équivoque possible, le contenu tout de pacifisme pluriclassiste et de conservatisme social de ce mouvement dans lequel la conscience tourmentée des démocrates de toutes les écoles politiques et de tous les rites enferme son hypocrite protestation.

Des bouffons véritables

La presse bourgeoise et en particulier celle de la gauche démocratique, n'a pas manqué de souligner à propos des événements du Moyen-Orient l'identité des positions de la diplomatie russe et du P.C.F. : violente dénonciation d'Israël, pion de l'impérialisme et soutien aux "progressistes égypto-syriens". Positions qui relèvent d'ailleurs beaucoup plus de la propagande que d'une action politique réelle et dont on a noté les nuances à mesure que se déroulaient les événements militaires.

Pour nous, qui nous plaçons d'un point de vue de classe, et qui rejetons toute stratégie fondée sur l'appui à tel ou tel Etat, pour ne reconnaître que la solidarité entre le prolétariat des différents pays, cette concordance entre Moscou et le P.C.F. n'est pas le fait le plus significatif. Bien davantage le fut celui de la collusion, au plus fort de la crise, entre ce parti prétendu communiste et la bourgeoisie française dont l'incarnation passagère est de Gaulle. Le lendemain de la déclaration de de Gaulle au Conseil des Ministres (2 juin), Waldeck Rochet, à la Mo. ville (4 juin), en faisait le commentaire suivant : « Le général de Gaulle a exposé la position du gouvernement français dans une brève déclaration. Il a dit que « la France n'est engagée à aucun titre ni sur aucun sujet avec aucun des Etats en cause ». Il a ajouté : « le pire serait l'ouverture des hostilités. En conséquence l'Etat qui le premier et où que ce soit emploierait les armes n'aurait ni l'approbation ni, à plus forte raison, l'appui de la France ».

« Cette déclaration, qui a été diversement interprétée, a provoqué des réactions diverses, parfois très vives. Certains hommes politiques désapprouvent cette déclaration... Parmi eux, il se trouve quelques extrémistes qui ne craignent pas de jeter de l'huile sur le feu... »

« Il est à peine besoin de dire qu'en ce qui nous concerne nous condamnons ces bouffons qui voudraient nous entraîner dans une nouvelle aventure. Nous ne voulons pas que la France soit entraînée dans une nouvelle guerre qui serait déclenchée en vue d'objectifs n'ayant rien de commun avec les véritables intérêts de la France. »

Dans ce morceau d'anthologie, pas la moindre appréciation critique de la position gaulliste, des raisons de la "neutralité" gaulliste. Pour se défendre de la meute des antinassériens de Tixier-Vignancour à Guy Mollet, Waldeck Rochet et son parti, complètement isolés, n'ont pas d'autre recours que l'autorité du gouvernement, de l'Etat, auquel ils donnent sur ce point un certificat de patriotisme sans ambiguïté. Il y a évidemment quelque chose de ridiculement petit-bourgeois à invoquer ainsi l'autorité du plus fort, du grand frère, en lui offrant implicitement son appui, mais si le ridicule tuait le P.C.F. serait mort depuis longtemps.

De cet appui, de Gaulle n'a pas besoin. Mais il n'en a pas toujours été ainsi. A la "libération", de Gaulle avait déjà reçu du P.C.F. le même brevet de défenseur de la France, et la participation des communistes au gouvernement, à ses côtés, lui avait été bien utile pour convaincre le prolétariat de travailler à la reconstruction et à la grandeur de la France, aux "véritables intérêts de la France", comme le dit W. Rochet, sans songer à revendiquer.

(Suite en page 4)

(suite de la page 1)

Il en va tout autrement dans les pays dépourvus de pétrole. Dans ces pays, ex ou semi-colonies, l'impérialisme a détruit les formes sociales antérieures sans développer ces formes de production vraiment capitalistes. Ces pays partent dans la situation générale des pays dits du Tiers Monde qui, pour avoir fait une révolution "bourgeoise" "par en haut" et conquis leur indépendance politique, n'en sont pas moins écrasés économiquement par l'impérialisme au point d'être incapables de développer un capitalisme national. Alors que les bourgeoisies d'Europe avaient trouvé devant elles un monde ouvert, les nouvelles bourgeoisies (ou les classes tendant à devenir bourgeoisies) se trouvent dans un monde complètement dominé

L'IMPASSE DES PAYS DU TIERS-MONDE FRUIT DE LA DOMINATION IMPERIALISTE

C'est cette contradiction fondamentale dans laquelle se débattent les pays du Tiers Monde qui en fait des foyers de crise permanents : hier l'Extrême-Orient, aujourd'hui le Moyen-Orient, demain l'Afrique du Sud et l'Afrique. Et l'impérialisme ne peut ni empêcher ces crises, ni les tolérer. Il ne peut les empêcher, parce que c'est son existence même qu'il provoque ; il ne peut les tolérer parce qu'elles mettent en danger son équilibre mondial. Voilà la contradiction qui permet de comprendre l'attitude des grandes puissances et la façon dont elles sont intervenues dans le conflit. Certes, chaque impérialisme cherche à utiliser ces crises au mieux de ses intérêts nationaux ; mais tant qu'un conflit général n'est pas à l'ordre du jour (et actuellement l'économie mondiale n'est pas tout à fait mûre pour un tel conflit) ces intérêts particuliers doivent s'effacer devant l'intérêt général de l'impérialisme. Et tant pis pour celui qui s'est fait couillonner : il ne lui reste qu'à rompre spectaculairement les relations diplomatiques avec Israël, et à vendre encore des avions à l'Égypte en échange de quelques récoltes.

Car telle est la situation de ces pays, que même pour "lutter contre l'impérialisme" ils doivent acheter leurs armes... à l'impérialisme ce qui ne fait qu'accroître leur assujettissement, et démontre la vanité de toute lutte "nationale" (ou de bloc à la chinoise) contre l'impérialisme. En réalité les classes dirigeantes de ces pays, bourgeoisies ou petites bourgeoisies géantes de la tendance vers le développement capitaliste, ne luttent pas contre l'impérialisme, mais cherchent plutôt à exploiter à leur profit les rivalités inter-impérialistes. Et si leurs hurlements anti-impérialistes reflètent une sujétion bien réelle, ils sont avant tout à usage interne : ils visent à obtenir

OPIUM PACIFISTE ET CRISE CAPITALISTE

Les aspects généraux que nous avons rappelés ici n'indiquent pas les causes immédiates de la guerre du Moyen-Orient. Mais, et cela est infiniment plus important, ils dévoilent ses causes profondes ; ils expliquent pourquoi de telles explosions ont dû, doivent et devront se produire ; ils montrent le vide de toute la bave humanitaire, pacifiste, réformiste, et national-socialiste que cette guerre a fait couler ; ils permettent de prévoir le développement ultérieur.

Ils montrent qu'il s'agit là de conflits qu'aucune "négociation" ne permet de résoudre, mais qui doivent forcément éclater en éruptions violentes. C'est la position que nous, communistes, avons toujours opposée aux Kautskys et autres théoriciens du super-impérialisme à ceux qui rêvent d'un capitalisme "harmonieux", c'est-à-dire d'une exploitation paisible et sans histoires du monde par le capital. Le capitalisme est une contradiction et il développe des contradictions qu'aucune

par l'impérialisme pour qui elles sont sources de matières premières et lieu d'investissement. Nous avons souvent démontré et les économistes bourgeois commencent à le constater avec une perplexité et un effroi croissants, que dans le cadre du capitalisme "l'aide aux pays sous-développés" (en dollars ou en roubles, peu importe) ne fait que creuser davantage le fossé qui sépare ces miséreux des riches métropoles capitalistes ; que si en détruisant les formes sociales en vigueur dans ces pays, l'impérialisme a en quelque sorte rendu nécessaire leur développement capitaliste, il le rend en même temps impossible.

l'adhésion et la soumission aux objectifs nationaux - bourgeois de leurs propres classes exploitées, prolétaires, semi-prolétaires, paysans misérables et sans-travail, classes sur le dos desquelles elles essaient vainement de réaliser l'accumulation capitaliste.

La grande défaite du prolétariat leur a effectivement permis de réaliser le bloc de toutes les classes, l'union nationale pour la construction du capitalisme national. Mais sous le talon de l'impérialisme cette construction est impossible. Le prolétariat est non seulement la seule classe capable de dépasser le système capitaliste, mais également la seule à pouvoir réaliser encore une révolution bourgeoise radicale, comme sous-produit transitoire de sa lutte. C'est si vrai que, une fois le prolétariat écrasé, la révolution paysanne n'a pas été capable, même dans un pays comme la Chine, de réaliser la réforme agraire bourgeoise prônée par Sun Yat Sen au début de ce siècle. Ne parlons pas de l'Égypte, où à peine porté au pouvoir par les paysans, le Nasserisme s'est retourné contre eux !

Mais l'impossibilité d'un développement capitaliste sérieux, la crise sociale permanente qui en résulte, poussent les masses exploitées à la lutte sociale, poussent le prolétariat à la prise de conscience révolutionnaire de classe. Pour les bourgeoisies ou quasi-bourgeoisies de ces pays, la guerre est à la fois une tentative d'obtenir un allègement du joug impérialiste et de canaliser la poussée des masses. L'exemple typique (au point d'être caricatural) est donné par l'Algérie, où "refuse de cesser la guerre" alors qu'elle n'a pas tiré un seul coup de fusil ! De toute évidence la "mobilisation nationale", lancée par Boumediène n'est pas dirigée contre Israël, mais contre les prolétaires et les paysans sans terre d'Algérie.

astuce, aucune tentative de ménager la chèvre et le chou ne peut résoudre : elles sont insolubles. Mais elles ne sont pas statiques : ce sont des contradictions en mouvement, et lorsqu'elles arrivent à une certaine acuité elles deviennent si insupportables qu'elles éclatent en luttes violentes, trouvant ainsi de force une résolution temporaire.

La guerre ayant éclaté, les "hommes de bonne volonté" se sont mis à défendre "à défendre les Juifs qui ont déjà tant souffert, ou bien les réfugiés arabes qui vétaient dans la misère ; à défendre, surtout la Paix et avant tout la leur ! Et pour défendre tout cela, ils n'ont trouvé que l'ONU et les grandes puissances impérialistes.

L'ONU, qui venait de démontrer son impuissance totale, dont les "gardiens de paix" (encore plus ridicules que les carabniers de la chanson, ceux qui "par un malheureux hasard arrivent toujours trop tard") venaient de se retirer pour qu'Égyptiens et Israéliens puissent s'établir en paix ! L'ONU, qui n'est même plus un "caverne de briands, mais une sorte de parlement tout juste bon, dit le "cristal" de l'ORTF, à "enterrer le fait accompli" ou les décisions des Grands.

Les grandes puissances ? Eh oui, les moutons se battent, que les loups y mettent de l'ordre ! Pauvres pacifistes.

La crise du Moyen-Orient

Bien sûr, les Grands y ont mis de l'ordre. Pas trop vite : il fallait bien qu'il se passe quelque chose ; mais quand même assez vite : il ne faut pas qu'il se passe trop de choses, il faut éviter des bouleversements trop profonds qui risqueraient de radicaliser les masses. Sur ce point, évidemment, l'accord est complet entre les Grands et les Petits. Et c'est cette unité dans l'intérêt de classe coiffant la divergence des intérêts nationaux, qui explique les complications du ballet diplomatique.

Les opérations militaires terminées, les opérations diploma-

pourrait résorber les contradictions, les antagonismes et la violence de la société capitaliste sans toucher à ses fondements, de retarder et de freiner la prise de conscience révolutionnaire.

Car il ne faudrait pas croire, parce que cette guerre et sa résolution diplomatique ne résoudre rien, qu'elle aura été absurde, "inutile", qu'elle n'aura servi à rien. Par-delà ses aspects contingents et folkloriques elle est en vérité une explosion annonciatrice du grand séisme qui se prépare, de la crise qui ne sera ni russe, ni chi-

effet immédiat va être de résorber provisoirement le bloc des classes, l'un ou nationale, tant chez les vaincus que chez le vainqueur : en Égypte comme en Syrie on a libéré les prisonniers politiques pour qu'ils puissent mourir pour "la patrie en danger". Mais la violence même de la crise montre à quel point cette union sacrée est fragile et difficile à maintenir. L'impossibilité d'une solution bourgeoise, le fait que les conditions des masses iront en empirant, provoqueront des luttes sociales qui briseront le bloc des classes et créeront les conditions nécessaires au développement du parti du prolétariat.

Pour les métropoles capitalistes, les destructions de matériels causées par cette "guerre de six jours" signifieront peut-être une petite relance de la production (les "syndicats" défenseurs de l'industrie aéronautique française peuvent se frotter les mains : il y a des commandes en perspective). Mais si l'impérialisme réussit encore à contenir les crises et à les empêcher de gagner les citadelles du capital, les bourgeoisies les plus carvoyants commencent à s'agiter. Devant l'extension flagrante des crises du Tiers Monde, le superman capitaliste géant États-Unis s'interroge avec angoisse : pourra-t-il "tenir" le Sud-Est asiatique, le Moyen-Orient, l'Amérique du Sud et l'Afrique ? Pourra-t-il faire encore longtemps rêner sur le monde l'ordre capitaliste sans provoquer une crise aux États-Unis mêmes ?

Il ne le pourra pas. Ni lui, ni personne. La crise éclatera dans les métropoles capitalistes avec une violence mille fois plus grande, parce qu'elle est une crise du capitalisme impérialiste.

Si aujourd'hui, les convulsions du Tiers Monde n'ont encore que des effets limités sur l'économie des citadelles impérialistes, ces effets iront en s'amplifiant. Mais dès aujourd'hui elles ont fait éclater les illusions de paix et de stabilité, de bien-être et d'existence pacifique. Dès aujourd'hui elles ont réduit à néant la prétention bourgeoise d'avoir jugulé les crises. Dès aujourd'hui elles démontrent la vanité des efforts de l'impérialisme, des réformistes et des révolutionnaires nationalistes bourgeois. Dès aujourd'hui elles rappellent aux prolétaires dans les fracas des armes, la phrase de Lénine : « L'ère de l'impérialisme est l'ère des guerres et des révolutions » ! Dès aujourd'hui elles contribuent à arracher les prolétaires à l'opium de l'idéologie bourgeoise et concourent à la reconstitution du parti révolutionnaire international.

Nous publions ci-dessous le tract diffusé en Algérie par les militants de notre parti :

PROLÉTAIRES ARABES,

Précédée d'une propagande pour le "droit" à l'existence de l'État d'Israël et d'une campagne panarabiste religieuse, au Moyen-Orient, la guerre préparée par le capitalisme impérialiste et par le nationalisme arabe, est devenue une réalité.

Dans cette heure sanglante, le Parti Communiste International vous lance un appel afin que vous puissiez manifester votre hostilité à la guerre et aux classes dirigeantes qui l'ont mangée. En même temps nous nous adressons aux exploités israéliens pour que, eux aussi et au même titre que vous, entreprennent la lutte contre leurs exploités, valets de l'impérialisme capitaliste.

Prolétaires nous vous rappelons que vous n'avez pas de patrie parce que les travailleurs sont des exploités sous toutes les latitudes du monde actuel. Votre patrie n'a pas de frontières, car votre patrie c'est le monde entier.

Dans cette guerre vous n'avez rien à gagner. Au contraire, les classes dirigeantes se servent de vous pour réaliser leurs sales besoins, leurs plans criminels.

Nous sommes aux côtés des masses travailleuses palestiniennes que les bourgeoisies arabes ont concentré dans de misérables bidonvilles et qui forment aujourd'hui, une masse de manoeuvre prête à être trahie dès que les choses tourneront mal pour elles.

Nous sommes aux côtés des travailleurs israéliens auxquels le capitalisme impérialiste fait croire qu'ils sont encerclés par les masses arabes hostiles.

Nous sommes aux côtés des ouvriers arabes qui déjà ont subi la dureté et la rapacité de leurs capitalistes à l'enseignement du socialisme national.

A vous prolétaires palestiniens, israéliens, arabes nous disons : Fraternelles, jetez les armes, mieux encore retournez-les contre vos exploités.

Et à vous prolétaires d'Europe et du monde entier nous lançons notre cri : Appuyez votre lutte, démasquez les plans d'agressions de l'impérialisme. Révoltez-vous aussi contre le capitalisme.

Vive la lutte de classe des travailleurs contre la guerre de la bourgeoisie.

Vive la lutte pour la révolution sociale.

**LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL.
GROUPE D'ALGERIE.**

Alger, 5 juin 1967.

tiques vont pouvoir se déployer dans toute leur splendeur. On va résoudre le problème de fond, chercher une "solution définitive" qui "garantisse la paix dans cette partie du monde" tout en respectant les "droits imprescriptibles" des uns et des autres. Cause toujours !

Ce que personne ne dit, c'est qu'il s'agit avant tout de sauver les "droits imprescriptibles" du capitalisme mondial et que lorsqu'ils sont en jeu aucun autre "droit" n'a droit à la parole ! On ne peut pas contenter tout le monde et le capital : il est évident que leur "solution" ne résoudra rien.

La première phase du conflit a illustré un vieux théorème marxiste : même une résolution immédiate et provisoire ne peut être obtenue que par la violence. La deuxième phase en illustrera un autre : tant que la violence reste bourgeoise et nationale elle ne peut produire que de fausses solutions, sources de conflits encore plus violents ; seule la violence de classe du prolétariat entraînant toutes les couches exploitées pourra résoudre le "problème de fond" !

Certains immédiatistes diront peut-être : d'accord avec vous, seule la révolution règlera tout cela, mais la révolution est encore loin, en attendant il faut bien qu'on fasse quelque chose, on ne peut quand même pas laisser...

On ? qui ON ? Qui agit dans la société bourgeoise ? Ce ne sont certes pas les "bonnes intentions" de l'immédiatiste qui déterminent la politique bourgeoise. Inopérants sur le capital, ses discours ont pour seul résultat d'enrainer le prolétariat à lutter pour des objectifs bourgeois, de le détourner des luttes pour ses objectifs propres de classe, luttes qui conduisent vers la révolution ; leur seul effet réel c'est d'entretenir dans le prolétariat l'illusion que ON

noise, ni allemande, ni bolivienne, ni égyptienne, ni américaine, mais crise du capitalisme mondial. A ce titre, elle est importante, et comme confirmation de nos prévisions, et par ses effets directs ; ébranler le système mondial, y provoquer des fissures, amoindrir sa solidité.

Il est probable que dans les pays directement concernés, son

Des bouffons véritables

(Suite de la page 3)

Mais la tradition était déjà ancienne. La fameuse inconditionnalité envers la diplomatie russe fut, en réalité, une inconditionnalité envers la bourgeoisie, envers la politique bourgeoise des différents pays. A partir de 1935-36 les stalinistes consignèrent les P.C. des différents pays à leurs bourgeoisies nationales avec lesquelles ils devaient faire front pour battre "le fascisme exécuté". Renonçant aux principes bolcheviques, les députés votèrent les crédits militaires parce que Staline avait déclaré à Laval que "l'intérêt de l'U.R.S.S. était que la France fût une nation forte". Ils entrèrent dans les coalitions électorales au Front populaire avec la bourgeoisie petite-bourgeoise radicale-socialiste, digne héritière du "Tigre" de 14-18. Puis ce fut la participation à la seconde guerre impérialiste et le Front National avec les gaulistes. Après la guerre, les tentatives d'union contre l'impérialisme américain, son Plan Marshall et son Europe, avec les braves bourgeois patriotes, avec la fraction la plus chauvine de la bourgeoisie française, la gaulliste ; l'Union de "tous les bons français", votes communistes et gaullistes mêlés, pour repousser la C.E.D. Il y eut la défense de l'Union française, le vote des pouvoirs spéciaux de mai 1956, le soutien à de Gaulle contre les "fascistes" d'Alger en 1960 et 1961.

Rien d'étonnant donc à ce que ces "communistes" s'effacent dans la pitoyable farce d'aujourd'hui : Vouloir se faire les défenseurs des "véritables intérêts de la France" alors que la bourgeoisie — qui détient l'appareil d'État et qui est assurée, grâce au dévouement de ses "communistes", de la paix sociale, — a toutes les peines du monde à tenir son rang, coincée entre les super-grands, c'est se réduire à tenir le rôle de véritable bouffon.

Notre brochure

La question parlementaire dans l'internationale communiste

contient les principaux documents sur le "parlementarisme révolutionnaire" de Lénine et la position de notre courant hostile à toute utilisation du Parlement dans les vieilles démocraties capitalistes.

La brochure : 4 F., commandes au "Prolétaire".

Directeur - Gerant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{III})

Distribué par les N.M.P.P.